

Faculté d'Economie
et de Gestion
AMIENS

**SOCIÉTÉS ET POLITIQUES D'AJUSTEMENT
DANS LES ÉCONOMIES SEMI-INDUSTRIALISÉES**

Colloque organisé par le GREITD-CREPPRA et l'ERSI
du 7 au 8 décembre 1990 à AMIENS

**Mexique : l'emploi et la compétitivité à l'épreuve de
la modernisation**

PR. ARHAUD et I. ROMAN



MEXIQUE: L'EMPLOI ET LA COMPETITIVITE EXTERNE A

L'EPREUVE DE LA MODERNISATION

PHILIPPE ARNAUD

et IGNACIO ROMAN *

INTRODUCTION

La décennie de 1980 a été marquée par un double clivage dans l'insertion mexicaine à la Division International du Travail. La crise économique interne et la "troisième révolution industrielle" ont transformé les structures productives et les rapports économiques du pays *vis-à-vis* de l'extérieur. L'éclatement de la crise de la dette, en 1982, obligeait à la mise en marche d'une politique d'ajustement visant à dégager un surplus commercial croissant destiné au paiement du service de la dette. Par ailleurs, la contraction de la demande interne compromettait les perspectives du maintien d'un régime d'accumulation qui était déjà mis en question avant même la crise.

La nouvelle orientation de la structure productive exigeait une plus grande ouverture externe de l'économie mexicaine entraînant une nette amélioration de la compétitivité, axée sur un double plan: d'un côté, à travers l'introduction d'innovations technologiques et la réorganisation des processus de travail; de l'autre, à travers une politique monétaire et financière, visant à promouvoir les investissements destinés aux exportations.

Notre objectif est de présenter les effets de cette politique d'ouverture aux niveaux de la compétitivité et de l'emploi mexicain. Nous considérons que l'ajustement a entraîné des effets pervers sur la structure productive, ainsi que sur la compétitivité monétaire (externe).

Dans une première partie, nous allons présenter les principales transformations dans les conditions de reproduction de la force de travail, dérivées de la nouvelle orientation économique du pays, et dans un deuxième temps, nous verrons les effets conjoints de l'ouverture et de la stabilisation, sur les échanges extérieurs.

*./ Les aspects financiers, monétaires et de commerce extérieur ont été élaborés par Philippe Arnaud et ceux qui concernent la production, la productivité et l'emploi par Ignacio Román.

INCORPORATION DES NOUVELLES TECHNOLOGIES

ET TRANSFORMATIONS DE L'EMPLOI.

L'économie mondiale des années 80 s'est caractérisée par deux éléments fondamentaux: D'un côté, la diffusion d'une grande diversité d'innovations technologiques et de l'autre un changement radical des processus de travail. L'ensemble des nouveaux biens, les biens de capital comme les biens de consommation dans des nouveaux processus productifs, ont donné lieu à ce que l'on appelle "la troisième révolution industrielle".

Au niveau national, l'économie mexicaine présente dans cette décennie deux caractéristiques qui configurent un phénomène nouveau dans son histoire moderne. D'un côté, la chute systématique de sa production nationale et de l'autre, l'accélération de l'intégration mexicaine au marché mondial, accompagnée de l'incorporation de nouvelles technologies. Nous avons donc une croissance de la productivité de certains types d'entreprises en même temps qu'une forte chute de la productivité nationale.

Le résultat de cette combinaison crise/révolution technologique, c'est que nous avons dans plusieurs cas une augmentation de la productivité des firmes leaders accompagnée d'une réduction de la production du pays.

A partir de ce cas, on peut supposer l'idée d'une intensification du secteur informel et du chômage par trois chemins différents:

A).- Licenciements des travailleurs du secteur formel, dûs à la réduction de la demande d'emploi et aux changements technologiques.

B).- Manque de postes de travail, dans le secteur formel, pour les éléments de la population active, qui demandent un emploi pour la première fois.

C).- Incorporation de certains groupes de personnes, auparavant inactives, au secteur informel, (P.E. Une plus grande incorporation des femmes et enfants à la population active).

Nous pensons que cette transformation de la structure de la force de travail a été fortement influencée par les transformations récentes dans la Division Internationale du Travail, ainsi que par le rôle occupé par le Mexique dans celle-ci. C'est ainsi que les transformations technologiques des années 40 ont affecté l'emploi par quatre voies:

1).- Réduction de l'emploi au Mexique due aux modifications technologiques dans d'autres pays (principalement les Etats-Unis), qui désormais restreignent leurs achats de certains produits dont le Mexique est fort producteur.

2).- Diminution du niveau d'emploi due aux changements technologiques incorporés dans une partie de l'appareil productif mexicain pendant la crise.

3).- Chute de l'emploi due à la politique de reconversion industrielle du secteur para-public, impliquant la privatisation, ou la fermeture, ou le rapetissement des usines.

4).- Augmentation du secteur informel, en tant que mécanisme de subsistance de la population, face aux effets de la crise et du changement technologique sur le secteur formel de l'économie.

I.- CHANGEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET EMPLOI AU MEXIQUE.

Le principal effet est celui d'une plus grande dépendance tant au niveau de la technologie qu'à celui du marché externe, dans les conditions d'une subordination productive croissante.

L'incidence de la crise mondiale sur les changements technologiques, ainsi que la stratégie de la politique économique mexicaine face à l'extérieur, ont fait que le marché externe du pays est utilisé comme un substitut du marché interne étant donné l'appauvrissement de la société nationale. Ainsi, l'économie mexicaine devient plus vulnérable aux variations de facteurs externes, plus particulièrement ceux de l'économie et de la politique économique des Etats-Unis; la dépendance donc s'accroît aux niveaux des facteurs de production, des technologies et des marchés.

La crise devient plus forte à partir du moment où le Mexique dépend des Etats-Unis, pays qui se trouve en risque de récession et qui est en train d'augmenter son protectionnisme. En outre, comme le Mexique dépend d'une façon spécialement étroite des Etats-Unis, il augmente sa concurrence face à d'autres pays pour s'adapter aux besoins américaines.

Ceci est le cas des "maquiladoras", où la principale attraction du capital étranger réside dans le faible coût de la main d'oeuvre. Alors, si dans le reste de l'Amérique Latine se développe le même type d'industrie pour recevoir des investissements étrangers, il y aura toujours une concurrence entre ces pays, qui diminuent partout le niveau de salaire des travailleurs.

La généralisation de la révolution industrielle au niveau de toutes les branches, ainsi que dans la plupart du monde, a produit une perte d'autonomie technologique dans certains domaines traditionnels où le Mexique présentait quelques avantages (sidérurgie, béton, textile, etc.). De plus, la rapide obsolescence de technologie empêche que la concurrence de l'industrie mexicaine demeure dans ces domaines.

Sur le plan de l'emploi, l'évolution de la technologie dans les pays développés, et spécialement aux Etats-Unis, a joué un rôle nocif sur le Mexique, particulièrement dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie extractive et de l'industrie alimentaire.

D'autre part, la modernisation produit une réduction de l'utilisation d'équipement et de produits intermédiaires d'origine nationaux (Par exemple, dans l'industrie automobile). Cela réduit l'articulation entre les branches économiques et donc, réduit les multiplicateurs d'investissement et d'emploi dérivés de la production de branches modernisées. C'est à dire, qu'il y a de forts effets indirects de la modernisation d'une branche, sur l'emploi dans d'autres secteurs de l'économie (Par exemple, carrosseries, moteurs, pièces détachées, accessoires pour automobile, équipement et matériel de transport, etc.).

Finalement, parfois le type même d'introduction de technologies étrangères empêche le développement de technologies mexicaines, comme dans les cas du sucre, de la fabrication d'ordinateurs, de certains biens de capital, etc. Ainsi, il n'y a pas une diffusion de nouvelles technologies propres au pays ni une utilisation de certaines potentialités et capacités de production nationales.

II. - EMPLOI ET INCORPORATION INTERNE DE NOUVELLES TECHNOLOGIES.

La crise a produit deux effets sur le plan technologique au Mexique: D'une part, il y a un changement technologique considérable dans les entreprises qui peuvent fuir la crise en s'orientant vers le marché extérieur. Ces entreprises s'intègrent favorablement à la troisième révolution industrielle. Par contre, les entreprises qui restent dépendantes du marché interne, doivent diminuer leur productivité, ce qui les approche du secteur informel ou les fait tomber dans la faillite. Ces dernières sont la grande majorité des unités de production mexicaines.

En dépit de l'introduction de nouvelles technologies, il n'y a pas une augmentation généralisée du produit et de l'emploi dans les branches modernisées. Il y a de cas, comme l'électricité (contrôlée par deux entreprises), où effectivement le produit augmente considérablement, à côté d'une légère augmentation de l'emploi; mais il y en a d'autres, comme les branches automobile et d'équipement de transport, où la production et l'emploi tombent fortement. Cela s'explique par une croissante hétérogénéité à l'intérieur de chaque branche, où l'augmentation de la production dans les quelques unités modernisées n'arrive pas à compenser la chute de la production des établissements affectés par la chute de la demande.

En ce qui concerne la productivité, elle tend à augmenter dans la plupart des branches qui incorporent les innovations technologiques. Dans la production de biens, en même temps que l'emploi décroît, il y a une amélioration du produit par travailleur dans tous les secteurs, sauf dans l'industrie extractive (à cause de la chute des prix du pétrole, de l'argent, etc.). Au contraire, dans les services, il y a une chute de la productivité, depuis la crise, dans tous les secteurs et une croissance de l'emploi. Cela signifie une accélération du déplacement de la population active vers les services. C'est à dire, il y a une augmentation de l'hétérogénéité intra-secteurs due à la coexistence des entreprises retardataires et modernes dans les mêmes branches, ainsi qu'aux éléments exposés dans le paragraphe précédent.

Les caractéristiques des conditions de travail et du processus de production ont subi des transformations substantielles depuis le début de la troisième révolution industrielle. Au Mexique, ces transformations ont présenté des tendances différentes et parfois opposées:

D'une part, il y a une nécessité d'une qualification, d'une responsabilité, et d'une créativité du travailleur chaque fois plus grande, quand il doit participer d'une manière croissante au contrôle du processus de production. Cependant, il y a d'autre part, une simplification et une perte d'importance de tâches qui auparavant étaient fondamentales.

Il existe une croissante diminution de la différenciation entre travail manuel et intellectuel, et de la participation du travail directe dans la production.

Les travailleurs mexicains doivent faire face à la tendance mondiale d'augmentation de la flexibilité (et non seulement mobilité) du travail; cela se répercute négativement sur les contrats collectifs de travail, l'affaiblissement des syndicats ouvriers, le niveau de salaires et la variété de tâches qu'un employé doit effectuer.

L'insertion du Mexique dans la troisième révolution industrielle, ne présente pas toujours des transformations simultanées dans les équipements utilisés et dans l'organisation du travail. Dans ce sens, l'appareil productif mexicain présente quatre terrains différents:

ORGANISATION DU TRAVAIL	Changements	Sans changements
EQUIPEMENTS		
Changements	Surtout: Industries exportatrices (P.E. Automobile)	Quelques entreprises du marché interne en biens de capitaux et transports.
Sans changements	Quelques industries d'exportation (surtout de carrosseries)	La plupart des orientées vers le marché interne.

III.- CHANGEMENT TECHNOLOGIQUE ET POLITIQUE ECONOMIQUE.

La politique économique liée aux changements technologiques se compose de deux axes fondamentaux: D'une part l'ouverture externe, et d'autre part la politique de reconversion industrielle.

La première permet une introduction ample de nouveaux équipements, mais elle implique une possible destruction des capacités nationales de production de biens de capitaux. De même, l'introduction généralisée d'équipement étranger ne tient pas compte de la possible recherche et développement nationales, ni des besoins de consommation de la plus grande partie de la population mexicaine. Au contraire, elle facilite le développement de l'industrie "maquiladora" en dépit de l'intégration et du développement de l'industrie nationale (comme dans les cas des branches de produits électroniques, métalliques, automobiles et carrossiers).

Le moteur de la modernisation de l'industrie mexicaine a été la promotion des exportations; ainsi, les "maquiladoras" jouent un rôle fondamental, particulièrement dans les domaines, de l'électronique, du vêtements et du cuir, de biens de capital, de l'automobile, et de pièces pour automobiles. Les autres branches exportatrices qui incorporent les transformations productives, sont celles de ciment et de la sidérurgie; ces dernières ont réduit leurs effectifs d'une manière considérable.

Le deuxième axe de la reconversion industrielle se réfère plutôt à une diminution de la participation de l'Etat dans l'appareil productif, à travers la privatisation, la fermeture ou la réduction de la taille des usines. Dans la plupart des cas cela ne renferme pas fondamentalement, une véritable modernisation, ni des changements technologiques, mais un essai de contraction des dépenses publiques.

Au niveau de l'emploi, la stratégie d'ouverture externe a permis l'embauche de 444 000 travailleurs dans les "maquiladoras" (2), mais la quantité de travailleurs licenciés à cause de cette même ouverture, dans les branches et usines traditionnelles, reste inquantifiable. Signalons seulement, que la création d'emplois ne profit qu'aux travailleurs les plus jeunes. Ainsi, seule le 13% des travailleurs des "maquiladoras" dépassent les 30 ans.

Quant à la politique de reconversion industrielle, elle a facilité la mise à la porte de plusieurs milliers de travailleurs (P.E. transport et communications, industrie alimentaire, industrie chimique, sidérurgie, équipement et matériel de transport.), et une création quasi-nulle d'emplois.

Par ailleurs, la conjoncture actuelle augmente l'incertitude sur les chances de réussite de la politique d'ouverture externe. Ainsi, l'augmentation récente des prix pétroliers joue un rôle contradictoire sur les chances de du Mexique de se reinsérer d'une façon nouvelle au marché international. Ainsi, la croissance des revenus pétroliers permet, certes, le maintien d'une balance commerciale relativement équilibrée. Pourtant, le risque de récession aux Etats-Unis peut se traduire en une détérioration des exportations mexicaines, ce qui entraînerait la mise en cause de toute la nouvelle stratégie de développement industriel.

IV.- SECTEUR INFORMEL, RETROGENEITE STRUCTURELLE ET CHANGEMENT

TECHNOLOGIQUE.

Pendant l'actuelle décennie, on assiste à une grave détérioration des conditions de travail et de vie des travailleurs salariés, surtout les non qualifiés, et les sous-employés (la rémunération de salariés sur le P.I.B. est tombée de 37,4% en 1981 à 27,7% en 1986. Cela exprime une plus grande concentration des revenus, concentration qui s'accroît par la chute des petites et moyennes entreprises, par la diminution des salaires réels (3) et par la croissance du nombre et des taux de chômeurs et de sous-employés.

Il est nécessaire de dire que tant dans des branches traditionnelles, comme l'agriculture et l'industrie de vêtements, que dans certaines industries modernes (par exemple, l'électronique), les différences de productivité et de niveau de vie de la population sont à chaque fois plus extrêmes. Les secteurs modernes deviennent plus petits en nombre, mais plus puissants, tandis que les entreprises

2/ .-Cf. Government of the United States of Mexico, Mex.: *Economical and Social Information*, Vol. 1, No. 1 Sept-Dec 1989.

3/.- En dollars de 1980, le salaire minimum horaire a passé de 76 centimes en 1980 à 40 centimes en 1989.

informelles deviennent le refuge de presque la moitié de la population active.

D'autre part, la plus grande désarticulation qui engendre l'incorporation de nouvelles technologies dans l'industrie mexicaine, provoque une augmentation du retard technologique. En effet, paradoxalement, un processus de désindustrialisation accompagne la révolution industrielle au Mexique.

Le Mexique présente une forte augmentation de la population active, qui se combine avec un énorme licenciement de travailleurs, dans la plus grande partie des branches de l'économie. Par ailleurs il y a une réduction de la participation des travailleurs manuels dans les établissements qui incorporent les changements technologiques, et ceux qui restent élèvent leur productivité notamment.

Maintenant, la question centrale est de savoir où vont les divers groupes de la population qui ont été affectés dans leur travail à cause de la crise, particulièrement:

- Les travailleurs licenciés dont la révolution technologique a joué un rôle important (657 000).

- Les jeunes qui s'incorporent à la population active et ne trouvent pas d'emploi. (4 900 000 accumulé entre 1982 et 1987).

- Les travailleurs qui conservent leur poste, mais dont la chute de leur salaire réel et prestations les obligent à chercher un autre revenu à côté.

- Les familiers dépendants des travailleurs licenciés qui doivent obtenir une rémunération pour aider à soutenir leur ménage.

Si l'industrie manufacturière compte en janvier 1987 la même quantité de travailleurs qu'en mai 1978; si l'emploi dans l'industrie extractive est peu significatif dans l'ensemble, et si la proportion de la population agricole a une tendance historique à se réduire: alors, le seul chemin pour les groupes en question est celui du secteur tertiaire. En effet, entre 1982 et 1986 seulement seuls les services montrent une augmentation annuelle de l'emploi rémunéré (TMCA de 1,01%), tandis que dans la production de biens il y a une décroissance moyenne de 1,36% chaque année. (33). (4)

Cependant, le faible accroissement de l'emploi rémunéré dans les services n'arrive même pas à compenser la perte d'emplois dans les branches productrices de biens. Entre 1982 et 1986 la perte de postes dans les secteurs primaire et secondaire est de 650 000 places, tandis que l'augmentation dans le secteur tertiaire est à peine de 518 000. Donc, il y a une évidente insuffisance de données pour expliquer où se

47.- Nous avons calculés les chiffres d'emploi pour 1986 sur la base de la projection de l'élasticité produit de l'emploi 1981-1985.

trouvent le reste des déplacés, la nouvelle population active et de population définie comme inactive que paradoxalement travaille.

La seule explication de ce phénomène est l'incorporation de force de travail dans des activités d'emploi à leur propre compte et du travail familial non rémunéré qui sont peu exacts dans les statistiques. Ainsi, nous avons une énorme masse de travailleurs qui passe à côté des registres gouvernementaux et qui développe des activités très peu productives. Il faut noter que même si on utilise les données officielles, on observe une augmentation de la productivité dans la production de biens, dans la période 1981/1986. Au contraire, dans la production de services il y a une chute de productivité entre ces périodes-là. Quelques statistiques confirment cette affirmation. Ainsi, la présentation, en 1990, du "Programa Nacional de Solidaridad" constate un taux de sous-emploi de 40%, auquel il faut ajouter le chômage (officiel), qui se situe aux environs du 4%. C'est à dire, si nous considérons chômage plus secteur informel dans la notion d'ensemble de "sous-utilisation de la force de travail", nous trouvons que presque la moitié de la population active n'a pas un poste de travail dans le secteur formel de l'économie, quand en 1981 ce pourcentage était d'environ 33%.

V. - RESULTATS ET EXPECTATIVES.

L'enchaînement d'inventions, innovations et diffusion de nouvelles technologies représentent la possibilité d'augmenter fortement la production et le bien-être social des pays qui puissent les incorporer. Elles peuvent, également, finir avec plusieurs tâches insalubres ou dangereuses, et même réduire le caractère routinier et stressant du travail à la chaîne.

Cependant, l'introduction de ces nouvelles technologies peut devenir très risquée, quand elle désintègre l'appareil productif interne, et produit des effets pervers sur les multiplicateurs de l'emploi et de l'investissement.

Dans le cas du Mexique, il se présente un circuit où les pays exportateurs de nouvelles technologies vendent ses biens à un petit groupe d'entreprises mexicaines et celles-ci appliquent telles technologies pour exporter des biens finaux. Cependant, la plupart des unités productives ne participent pas de ce circuit-là, et elles ne se bénéficient pas d'une stratégie de libéralisation commerciale dans un moment de révolution technologique. Au contraire, elles tombent dans une situation de plus en plus retardataire, et la population qui travaille dans ces unités est poussée vers l'informalité.

La manque de ressources pour développer la recherche et le développement de technologies propres à des économies semi-industrialisées, ainsi que la manque d'une adaptation sélective des technologies de pointe, en fonction du développement de l'Amérique Latine, est en train de produire

un point d'inflexion dans la croissance de l'hétérogénéité à l'intérieur de la plupart des pays de ce région.

POLITIQUE D'OUVERTURE ET COMPETITIVITE

L'objectif de cette partie est de présenter quelques éléments de réflexion sur la compétitivité externe de l'économie mexicaine, en analysant les résultats de la politique d'ouverture au plan du commerce extérieur et des paiements courants, et en mettant en relations ces résultats et la politique de changes.

I UNE DES ECONOMIES LES PLUS OUVERTES DU CONTINENT AMERICAIN.

Deux éléments nous semblent caractériser la situation mexicaine:

- Une accentuation du dualisme entre quelques secteurs fortement exportateurs et d'autres secteurs très en retard en terme de productivité.

Les premiers sont les secteurs les plus performants, occupés par les sociétés multinationales américaines, allemandes, japonaises.

Les seconds correspondent aux secteurs traditionnels.

- L'intégration grandissante à l'économie mondiale, en particulier nord-américaine, alors que pendant longtemps l'économie mexicaine a été une économie protégée de l'extérieur et très largement administré à l'intérieur.

Ainsi, une des économies les plus protégées est devenue en quelques années une des plus ouvertes du continent américain.

Le Mexique a en particulier largement ouvert ses frontières aux importations. Ceci a permis certes d'éviter à l'intérieur des phénomènes de rupture d'approvisionnement.

Mais pour la première moitié de 1990, les importations ont progressé à un rythme très rapide, + 17%, alors que les exportations stagnaient.

En 1989 déjà, c'est davantage la poussée des importations que la stagnation des exportations qui fut responsable du déficit commercial.

La politique "d'ouverture économique" mise en place par l'Administration mexicaine s'est traduite en 1989 par un déficit commercial d'environ 500 millions de dollars, alors que l'excédent atteignait les 8 milliards de dollars en 1987.

Dans le même temps, la balance des paiements courants voyait elle-même son solde se dégrader sensiblement.

L'analyse de l'évolution des paiements courants depuis dix ans permet de mettre en évidence trois phases bien distinctes:

- Jusqu'en 1982, un très fort déficit: 10 milliards en 1980, 16 milliards en 1981, plus de 6 milliards en 1982.
- De 1983 à 1985, alors que le peso est fortement dévalué, des excédents respectivement de 5,4 milliards en 1983, 4,2 milliards en 1984, 0,5 milliards en 1985.
- A partir de 1986, à nouveau un déficit, régulier, à l'exception de l'année 1987.

Ces trois phases correspondent aux trois phases qu'a connues le Mexique concernant le règlement de sa dette externe: de la montée en puissance du phénomène jusqu'en 1982, à la politique visant à partir de 1983 à un rétablissement de l'équilibre de sa balance commerciale et des paiements afin d'assurer le service de la dette externe, à la prise en compte à partir de la fin de 1987 des effets pervers de cette politique (hyperinflation, notamment).

Le bon chiffre de 1987 est dû essentiellement à la maxi-dévaluation intervenue, et au chiffre exceptionnel du commerce extérieur cette année-là: +8 milliards de dollars.

Le solde des paiements courants tombe à -3 milliards en 1988 puis à -5 milliards en 1989.

Ces résultats sont à mettre en parallèle avec la politique de stabilisation des changes menée depuis fin 1987 dans le cadre du FSE (Pacte de Solidarité Economique).

Déjà par le passé, dans plusieurs pays d'Amérique latine, des politiques volontaristes de réappréciation des changes avaient fait apparaître un important déficit commercial. Ce fut le cas à une époque pour l'Argentine.

Au Mexique, le risque d'une politique de réappréciation des changes alors même que l'on assiste à une réduction du salaire réel réside dans une accentuation de la contraction de la demande globale, dont souffrent en premier lieu les secteurs les moins internationalisés de l'économie, ceux là-mêmes dont nous disions dans notre première partie qu'ils étaient tenus à l'écart des processus d'innovations.

II. LA COMPETITIVITE EXTERNE COMPROMISE.

En 1989, la politique de change a favorisé très largement les investissements productifs par le biais d'importations de biens d'équipement. Les entreprises mexicaines se sont modernisées à relativement meilleur marché qu'elles ne l'avaient fait les années précédentes.

La croissance économique a été supérieure aux prévisions, 3% environ, alors que les experts escomptaient encore fin 1989 un taux d'environ 2%.

Un rapport du CEESP, le Centre d'Etudes Economiques du Secteur Privé, rendu public en mai 1990, affirmait que la surévaluation du peso n'avait pas eu d'effets négatifs sur le commerce extérieur, se fondant sur le fait que les exportations ont augmenté de 10,7 % en 1989.

Pour cet organisme, " le solde négatif des paiements courants, qui représente 123% de celui de 1988, ne constituait pas au mois de mai 1990 un élément suffisant pour augmenter le glissement (deslizamiento) du taux de change", un brusque changement de parité risquant de remettre en cause la stabilisation.

En tout état de cause, la question de la compétitivité de l'industrie mexicaine est au coeur des débats.

La perspective de créer une zone de libre-échange avec les Etats-Unis est à situer dans le cadre des préoccupations que nous venons d'évoquer.

Rappelons que les Etats-Unis représentent 70% du commerce extérieur du Mexique, loin devant la CEE (15%) et le reste de l'Amérique latine (moins de 4%).

Le Mexique a un excédent commercial de 2 milliards de dollars avec les Etats-Unis, et ses exportations de produits manufacturés représentent environ 70% du total.

Les proportions ont été inversées depuis 1982, puisque les exportations du Mexique vers les Etats-Unis étaient alors constituées pour 70% de produits pétroliers.

Concernant l'industrie pétrolière, la baisse du prix du brut en 1986 n'a donc eu qu'un effet marginal sur le solde commercial; le pétrole brut à lui seul représente moins du quart des exportations.

Compte tenu des événements récents du golfe, la fixation du prix du baril à 35 dollars environ représente un bonus que l'on peut estimer à moins de 2 milliards de dollars.

Cela n'est pas négligeable, mais ne suffira pas à combler le déficit des paiements courants.

Le Sénat mexicain a publié fin mai 1990 des "recommandations" sur les bienfaits du libre-échange, qui contribue selon ses propres termes "à améliorer la compétitivité de l'appareil productif national, crée des emplois bien rémunérés et augmente le pouvoir d'achat des consommateurs".

Sur ce sujet, deux points méritent d'être distingués:

- Le Mexique escompte un effet à l'"espagnole" du rapprochement avec les Etats-Unis, semblable aux effets positifs pour l'Espagne de son entrée dans la Communauté européenne, c'est à dire un boom de l'investissement.

Ceci est à relier avec le maintien de taux d'intérêt réels qui restent très élevés.

- Concernant l'effet de l'intégration croissante de l'économie mexicaine au pôle nord-américain sur les structures industrielles, il s'agit d'assurer la transition entre des activités à forte intensité capitaliste et faible rentabilité et des activités à la fois plus productives et davantage consommatrices de main d'oeuvre.

Les prévisions pour 1990: une croissance de 2 à 3 % et une inflation de 30%, nettement supérieure à celle de 1989 (20%)

L'inflation reste la principale préoccupation des autorités, au détriment de la compétitivité "monétaire" de l'industrie mexicaine.

Ce choix pourrait s'avérer payant si la conjoncture pétrolière reste ce qu'elle est, tendue.

Mais sur un autre front, le ralentissement de la croissance nord-américaine est une menace pour le commerce extérieur mexicain.

EN GUISE DE CONCLUSION

La fin des années 80 a vu s'esquisser un certain nombre de rééquilibrages et des effets pervers sur les plans industriel, financier, monétaire et commercial.

Nous avons voulu montrer que la modernisation et la révolution technologique ont entraînée des profonds bouleversements dans la stratégie de développement du Mexique, aussi dans le plan productive, que dans le terrain commercial.

Entre 1983 et 1987 l'ajustement a permis le dégagement des excédents commerciaux qui ont permis de continuer à payer la dette, et au même temps, d'établir une stratégie de croissance basée sur la plus grande intégration au marché mondiale. Cette politique s'est accompagnée d'une diminution du PIB, qu'en

1987 été inférieur de 1,2% à celui de 1981. Entre 1987 et 1989 les deux tendances se sont inversées le PIB a repris à un taux moyen de 2,1% (en 1989 le PIB *per capita* a augmenté pour la première fois depuis 1981), mais le solde commercial a chuté en flèche: de 8,4 milliards de U.S. Dollars en 1987 à un déficit de 0,5 milliards pour 1990. La reprise a impliqué une forte élasticité des importations par rapport à la croissance, ce qui a entraîné des nouveaux blocages au niveau du commerce extérieur.

La réussite la plus remarquable de l'étape 1987-1990 est le contrôle de l'inflation. Celui-ci a été obtenu au prix de la chute de la demande interne, et du rattachement de la parité du peso à l'évolution du dollar. Néanmoins, ce rattachement a impliqué une plus grande dépendance de l'économie mexicaine vis-à-vis des Etats-Unis. Ainsi, la légère récupération 1989-1990 est menacée par les perspectives récessionnistes aux Etats-Unis. Déjà en 1990, on attends un taux d'inflation d'environ 32%, contre 19% en 1989.

Les mécanismes de reprise économique à travers l'ouverture externe ont été axés sur la compétitivité monétaire (taux de change) et les bas salaires.

Le premier élément s'est avéré efficace pour soutenir les exportations autour des 20 milliards de Dollars. Cependant, la montée des importations (voir *supra*) montre les limites de ce type de compétitivité.

D'autre part, la compétitivité structurelle, basée sur l'incorporation de nouvelles technologies, provoque l'apparition d'une nouvelle carte de l'hétérogénéité structurelle au Mexique. Ainsi, nous voyons apparaître un secteur formel exportateur, n'intégrant que quelques entreprises capables d'investir dans les nouvelles technologies et les nouvelles formes d'organisation du travail.

De même il émerge un secteur *semi-formel exportateur*, composé des *maquiladoras*. Ce secteur se caractérise par une plus grande liberté dans la gestion de la force de travail, et par une innovation organisationnelle au niveau internationale plutôt que technologique.

Finalement, les entreprises formelles incapables de s'adapter à l'ouverture externe, et qui satisfont la demande interne de première nécessité, forment un secteur formel traditionnel, menacé de tomber dans l'informalité.

Le "carré magique" de Kaldor (production, emploi, équilibre externe et prix) continue à bouger comme un dé truqué, qui tombe toujours sur les variables financières. Pourtant, la correction de l'inflation où du déséquilibre externe a montré à plusieurs reprises sa fragilité, si elle n'entraîne pas une réponse ample permettant la reprise de la production et de l'emploi.

1987 été inférieur de 1,2% à celui de 1981. Entre 1987 et 1989
les deux tendances se sont inversées le PIB a reculé à un taux
moyen de 2,1% (en 1989 le PIB par capita a augmenté pour la
première fois depuis 1981), mais le solde commercial a chuté
en flèche de 2,4 milliards de U.S. Dollars en 1987 à un
déficit de 8,2 milliards pour 1988. La reprise a impliqué une
forte élasticité des importations par rapport à la croissance,
ce qui a entraîné des nouveaux déficits au niveau du commerce
extérieur.

La réussite la plus remarquable de l'étape 1987-1989 est le
contrôle de l'inflation. Celui-ci a été obtenu au prix de la
chute de la demande interne, et du rattachement de la parité
du peso à l'évolution du dollar. Néanmoins, ce rattachement a
impliqué une plus grande dépendance de l'économie mexicaine
vis-à-vis des Etats-Unis. Ainsi, la légère récupération 1989-
1990 est menacée par les perspectives récessionnistes aux
Etats-Unis. Dès en 1988, on attendait un taux d'inflation
d'environ 22%, contre 12% en 1987.

Les mécanismes de reprise économiques à travers l'ouverture
externe ont été axés sur la compétitivité monétaire (taux de
change) et les parités.

Le premier élément a été axé sur l'efficacité pour soutenir les
exportations autour des 20 milliards de Dollars. Cependant, la
montée des importations (voir supra) montre les limites de ce
type de compétitivité.

D'autre part, la compétitivité structurelle, basée sur
l'incorporation de nouvelles technologies, provoque
l'apparition d'une nouvelle carte de l'attractivité
structurelle au Mexique. Ainsi, nous voyons apparaître un
secteur formel exportateur, à l'intérieur des nouvelles
entreprises capables d'investir dans les nouvelles
technologies et les nouvelles formes d'organisation du
travail.

De même il émerge un secteur semi-formel exportateur,
composé des assemblages. Ce secteur se caractérise par une
plus grande liberté dans la gestion de la force de travail, et
par une innovation organisationnelle au niveau international
pluôt que technologique.

Finalement, les entreprises formelles incapables de
s'adapter à l'ouverture externe, et qui restent la demande
interne de produits nécessaires, forment un secteur formel
traditionnel, menacé de tomber dans l'ineffectivité.

La "course-à-pied" de Kaldor (production, emploi, équilibre
externe et prix) continue à bouger comme un jeu d'échecs, où
toutes les cases sur les variables financières. Pourtant, la
correction de l'inflation ou du déséquilibre externe a montré
à plusieurs reprises sa fragilité, et elle n'entraîne pas une
réponse simple permettant la reprise de la production et de
l'emploi.

1987 est inférieur de 1,2% à celui de 1981. Entre 1987 et 1989
les deux tendances se sont inversées le PIB a repris à un taux
moyen de 2,1% (en 1989 le PIB a connu un accroissement pour la
première fois depuis 1981), mais le solde commercial a continué
en déficit de 8,4 milliards de U.S. Dollars en 1987 à un
taux de 8,2 milliards pour 1988. La reprise a entraîné une
forte élasticité des exportations par rapport à la croissance,
ce qui a entraîné des nouveaux déficits au niveau du commerce
extérieur.

La réussite la plus remarquable de l'étape 1987-1989 est le
contrôle de l'inflation. Celui-ci a été obtenu au prix de la
chute de la demande interne, et du rattachement de la parité
du peso à l'évolution du dollar. Néanmoins, ce rattachement a
impliqué une plus grande dépendance de l'économie mexicaine
vis-à-vis des États-Unis. Ainsi, la légère récupération 1987-
1989 est menacée par les perspectives récessionnistes aux
États-Unis. Dès en 1989, on attend un taux d'inflation
d'environ 22%, contre 12% en 1987.

Les mécanismes de reprise économiques à travers l'ouverture
externe ont été axés sur la compétitivité monétaire (taux de
change) et les bas salaires.

Le premier élément a été l'efficacité pour soutenir les
exportations autour des 20 milliards de Dollars. Cependant, la
montée des importations (voir supra) montre les limites de ce
type de compétitivité.

D'autre part, la compétitivité structurelle, basée sur
l'incorporation de nouvelles technologies, provoque
l'apparition d'une nouvelle classe de haute technologie
structurelle au Mexique. Ainsi, nous voyons apparaître un
secteur formel exportateur, n'intégrant que quelques
entreprises capables d'investir dans les nouvelles
technologies et les nouvelles formes d'organisation du
travail.

De même il émerge un secteur semi-formel exportateur,
composé des assemblés. Ce secteur se caractérise par une
plus grande liberté dans la gestion de la force de travail, et
par une innovation organisationnelle au niveau international
même que technologique.

Finalement, les entreprises formelles incapables de
s'adapter à l'ouverture externe, et qui résistent la demande
interne de première nécessité, forment un secteur formel
traditionnel, menacé de fonder dans l'informalité.

Le "carré magique" de Kaldor (production, emploi, épargne
externe et prix) continue à bouger comme un dé truqué, qui
tombe toujours sur les variables financières. Pourtant, la
correction de l'inflation ou du déséquilibre externe a conduit
à plusieurs reprises à la fragilité, si elle n'est entraînée par une
réponse rapide permettant la reprise de la production et de
l'emploi.